



Gaz de schiste

Un blocage absurde et coûteux pour le pays

Alors que l'ensemble des scientifiques - l'Académie des sciences en tête, comme d'autres institutions européennes - s'est prononcé pour l'exploration des hydrocarbures non-conventionnels (en particulier « gaz ou pétrole de schistes »), des groupements actifs et minoritaires ont pourtant réussi à susciter l'inquiétude et à nous conduire au blocage.

Nos dirigeants sont là pour saisir les opportunités d'enrichissement collectif. Avec l'ensemble des scientifiques, nous leur demandons que soit lancée l'exploration des gaz non-conventionnels. Ceux-ci sont susceptibles d'être un atout pour notre croissance, s'ils sont exploitables, ce que nous devons établir aussi vite que possible.

« L'ensemble des scientifiques compétents, favorables à la recherche, n'ont pu l'emporter face aux ONG »

face aux ONG et les représentants des Verts aux arguments pourtant peu solides et essentiellement basés sur la peur.

Serons-nous les seuls au monde à renoncer à cette possible richesse ?

Le gaz de schiste, en effet, a suscité une véritable dynamique aux Etats-Unis qui ont trouvé un début de solution à l'accroissement dangereux de leur dépendance aux importations d'hydrocarbures.

En quelques années, leur économie a été bouleversée : d'importateurs, ils sont devenus exportateurs de gaz et, grâce à cette énergie tirée de leur sous-sol, ont relancé les industries liées à cette matière première, comme la chimie, et stimulé les activités qui en dépendent, encouragées par la baisse des coûts.

Précisons que les organisations de protection de l'environnement ne sont pas moins vigilantes aux Etats-Unis qu'en France. Un débat y existe mais le bon sens et l'intérêt général l'emportent.

Nos voisins, en particulier la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, aux territoires moins étendus que le nôtre, ont décidé d'exploiter leur sous-sol. L'Allemagne s'y prépare. Or chez nous l'ensemble des scientifiques compétents, favorables à la recherche, n'ont pu l'emporter

Un apport économique sans équivalent

Un des arguments des opposants aux hydrocarbures non-conventionnels est l'affirmation que leur exploitation en France serait sans grand effet sur notre économie. L'exemple américain, dans un contexte évidemment différent du nôtre, prouve le contraire.

Considérons deux scénarios. Dans le premier la totalité de la production et de la valeur ajoutée se réalisent dans l'Hexagone (extraction, transport, distribution, etc.). Dans le second, le gaz est importé et seule 20% de la valeur ajoutée est française (transport, distribution, etc.). Selon les calculs de M. Yves Farges, membre de l'Académie des technologies, il y aurait, en termes de création d'emplois, un rapport de 1 à 4 pour une même quantité de

gaz consommée. Si 100% de la valeur ajoutée est créée dans notre pays, les retombées sont également importantes pour les recettes de l'Etat. Cela peut changer le moral d'un pays !

S'il faut plusieurs années avant qu'un gisement découvert ne soit mis en exploitation, il est donc urgent de commencer à rechercher ce qui pourrait modifier avantageusement le climat économique dans notre pays.

Non, les paysages ne seront pas détériorés

Il est facile, en effet, de faire « disparaître » du paysage un site d'exploitation, dont la dimension n'excède pas en surface un terrain de football, et moins de 10 mètres de haut derrière une protection naturelle de verdure. L'impact n'a donc rien à voir avec la forte empreinte des éoliennes sur l'horizon.



La remise en état des terrains après l'épuisement des réserves ne pose aucun problème pour les sociétés responsables soumises au contrôle vigilant des autorités (et des ONG qui ne manqueront pas d'intervenir !). Ne devrait-on pas d'ailleurs se poser la même question concernant **les dégâts causés par les éoliennes qui nécessitent un coffrage de base entre 800 à 1000 tonnes de béton ? Coffrages qui un jour devront être démantelés afin que les sites soient rendus à la nature ou à l'agriculture !** Et cela aux frais des exploitants ou, si défaillance de ceux-ci, aux frais de la collectivité. Ce dont on ne parle jamais quand on fait le bilan des éoliennes.

Non, l'utilisation de l'eau ne peut être un obstacle

Notre pays ne manque pas d'eau. La consommation d'un puits pour une exploration et ensuite pour l'exploitation est égale à l'eau utilisée sur un golf pendant deux jours en été. Cette eau dont une bonne part peut être récupérée au début de la mise en exploitation d'un puits est alors traitée après usage pour être réutilisée en continu grâce aux technologies modernes, maîtrisées par plusieurs entreprises françaises qui exercent actuellement sur des chantiers étrangers.

Quels sont les dangers de la fracturation hydraulique ?

Ce terme de « fracturation hydraulique » a été depuis quelques années diabolisé. Il s'agit en réalité de fissurer les roches à quelques 2000 mètres de profondeur ou plus pour en extraire les gaz et pétrole de schistes qui y sont emprisonnés. Contrairement à ce que certains groupes veulent faire croire à l'opinion, la fracturation hydraulique est un procédé courant, utilisé depuis des décennies et parfaitement maîtrisé. Plusieurs milliers de puits ont été creusés dans le monde au cours des dernières années. Ce procédé est utilisé dans notre pays dans les techniques de géothermie, sans pourtant que personne ne s'en émeuve. Les scientifiques, ingénieurs ou techniciens français maîtrisent déjà cette technique au développement de laquelle ils ont contribué sur notre sol ou à l'étranger, tout

La fracturation hydraulique, un procédé courant, utilisé depuis des décennies et parfaitement maîtrisé.

comme ils ont participé à la création et au développement de la technique du forage horizontal, qui lui est afférente

pour l'exploitation des hydrocarbures non-conventionnels.

Nous pouvons d'autant plus avoir confiance en eux que par le passé ils ont su être parmi les meilleurs dans les techniques d'exploitation de gisements difficiles, qu'il s'agisse par exemple du gaz de Lacq - qui n'a suscité aucune inquiétude parmi les populations locales ! - ou des gisements en mer, à commencer par la mer du Nord.

Les experts de la Fondation Concorde engagent à faire confiance aux entreprises françaises très réputées dans le monde dans le secteur de l'énergie, et aux ingénieurs sans le savoir-faire desquels nous nous éclairerions aujourd'hui encore à la chandelle !

Ceux qui s'opposent à l'exploitation chez nous des gaz de schistes voudraient nous ramener à une époque d'énergie rare et chère qui n'était pourtant pas la plus facile pour la majorité des Français.

Indépendance nationale et lutte contre l'effet de serre

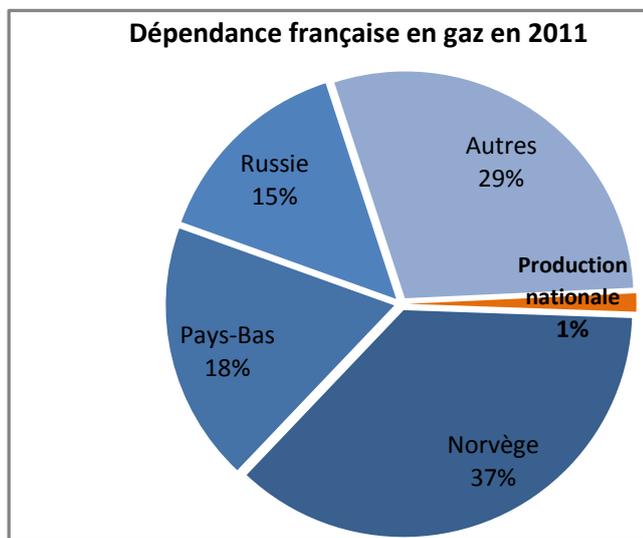
Le paradoxe est que la France est à la fois un pays à forte dépendance énergétique et parmi les plus attachés à la recherche de l'autonomie énergétique.

Actuellement, et nous pouvons nous en réjouir, notre pays est le meilleur élève européen en termes de rejet de gaz à effet de serre. Il s'agit évidemment de poursuivre dans cette voie, ce que permet notre production d'électricité d'origine nucléaire.

Nous avons importé 68 milliards d'Euros en 2013 afin de pourvoir au bon fonctionnement

de notre économie et aux besoins des ménages en pétrole et en gaz.

L'extraction du gaz de schiste aura pour effet selon les experts et économiste de l'énergie,



non pas de faire baisser, mais de stabiliser le prix de l'énergie et de réduire d'autant nos importations par effet de substitution ; ce qui contribuerait à la réduction de notre déficit commercial, et parmi d'autres vertus, nous

rendrait moins dépendants de l'approvisionnement extérieur. Ceci, bien entendu, en conformité avec le plan de « transition énergétique » dont un des principaux objectifs est de réduire notre consommation d'énergie.

Intéressons les populations à l'extraction du gaz de schiste : modifions le code minier

Afin d'éviter de réserver la décision d'exploiter ou non à un groupe de pression, le code minier doit évoluer. Ce n'est pas une affaire compliquée mais une décision politique qui associera logiquement le propriétaire du terrain en lui réservant une redevance, dans un ordre de grandeur équivalent à ce qui existe déjà pour l'éolien, et en intéressant également les collectivités locales aux revenus tirés du profit de l'extraction. Nous verrons alors, sous le contrôle des collectivités et du Préfet, naître de nombreux candidats, particuliers ou collectivités, à l'installation des puits dans leur périmètre d'autorité.

« Nous importons en 2013 pour 68 milliards d'Euros de gaz et pétrole »

Un pays dynamique ne doit pas se retrouver paralysé par des informations erronées et des peurs qui se transforment en contrôles bureaucratiques et qui nuisent finalement à son développement, en l'empêchant d'attaquer de front ses problèmes de croissance et d'emplois.

Pour un programme pilote de recherche (Application de la loi votée en 2011)

Un programme pilote de recherche scientifique, qui effectuerait des travaux de recueil de données et formulerait un cadre de réalisation pour des futures expérimentations de fracturation hydraulique doit voir le jour.

Ce programme pourrait associer industriels et organismes de recherche indépendants et publics dans un but d'évaluation des ressources, de maîtrise des risques et d'information plus générale du public. Cela nécessiterait toutefois que la Commission nationale d'orientation, chargée par la loi de 2011 « d'évaluer les risques », soit effectivement mise en place dans les meilleurs délais !

Avons-nous ou non du gaz et du pétrole non-conventionnels dans notre sous-sol ?

Ce plaidoyer en faveur de l'exploration et de l'extraction des gaz de schistes est sans objet si notre sous-sol ne recèle aucune capacité exploitable.

Les adversaires des hydrocarbures non-conventionnels, qui ont réussi pour le moment à en interdire la recherche, et même à interdire toute recherche scientifique pour la mise au point de techniques alternatives à la fracturation hydraulique, c'est-à-dire l'application même de la loi de 2011, nous laissent penser en fait, comme beaucoup d'experts, que la France fait partie de ces heureuses nations qui disposent de réserves.

Ces réserves pressenties, probablement exagérées par certaines évaluations, procureraient, même si les estimations des experts étaient divisées par deux, de quoi irriguer notre économie d'une force nouvelle : renaissance de territoires, développement de nouvelles activités, création d'industries et donc création d'emplois.

En faisant confiance à nos scientifiques, à nos ingénieurs et à nos entreprises, nous devons sortir de l'obscurantisme qui pénalise aujourd'hui la nation.

Enfin, et plus globalement, pour mettre en œuvre une politique énergétique efficace et cohérente, il apparaît logique de rapprocher les ministères de l'Economie et de l'Energie. L'Allemagne s'est résolue à la nécessité de cette jonction l'année dernière devant les défis posés par la transition énergétique et la fin de sa compétitivité énergétique, pourtant l'un des piliers de sa politique industrielle. La Fondation Concorde propose donc le retour dans les meilleurs délais du portefeuille de l'énergie au ministère de l'économie.